



Le PCF reçu à Matignon par le Premier Ministre

Communiqué de la délégation du PCF conduite par Fabien ROUSSEL, nouveau Secrétaire national élu à l'issue du 38^{ème} Congrès d'Ivry sur Seine (3 décembre)

Rencontre à Matignon : "Urgence à apporter des mesures concrètes" (PCF)

Lundi 3 décembre, «une délégation du PCF composée de Fabien Roussel, secrétaire national et député du Nord, Eliane Assassi, présidente du groupe CRCE au Sénat et Stéphane Peu, député de Seine-Saint-Denis était reçue par le Premier ministre Edouard Philippe. Le PCF a réaffirmé l'urgence d'apporter des mesures concrètes pour répondre à la mobilisation dans le pays. Le gouvernement ne peut jouer ni la montre, ni le pourrissement, encore moins le mépris, et doit répondre aux revendications exprimées notamment en matière de pouvoir d'achat.

Les débats ne peuvent pas se poursuivre au Parlement tant que le gouvernement n'aura pas annoncé les dites mesures. Il serait inconcevable que la représentation nationale continue son activité législative classique comme si rien ne s'était passé dans le pays, notamment sur le projet de Loi de Finances et sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale.

Pour répondre à la colère sociale, le PCF demande un moratoire sur les taxes carbones, le rétablissement de l'ISF, l'augmentation de 200 euros net par mois du SMIC, l'ouverture de véritables négociations salariales dans le public comme dans le privé, la revalorisation des pensions et des minima sociaux et l'allocation de moyens pour les services publics.

Le gouvernement » et le Président de la république doivent «prendre la mesure de la situation nationale et annoncer rapidement ces mesures. Si rien n'est fait, les député-es communistes déposeront, avec leurs collègues, une motion de censure à l'Assemblée nationale. »

L'action paie, mais les réponses du Président de la République ne correspondent pas aux besoins

Après un silence insupportable et méprisant à l'encontre des manifestations populaire de ces derniers jours, qui ont, à use titre, rencontré un large soutien, E. MACRON a exprimé un ensemble de mesures qu'il aurait pu, sans grande difficulté, annoncer dès le début des mouvement sociaux. Si l'on ne peut faire la fine bouche à l'égard des mesures financières qui viennent à point pour les couches populaires dont le porte-monnaies littéralement asséché par les politiques successives d'austérité, particulièrement à la veille des fêtes de fin d'année, celles-ci sont totalement en décalage par rapport aux besoins.

Face à cettesituation, le Groupe GDR de l'Assemblée Nationale (11 députés PCF, 5 ultramarins, 1 ex-PS) a proposé au groupe de La France Insoumise (LFI) et au Groupe Socialiste (LFI) de déposer une MOTION DE CENSURE COMMUNE, pour obtenir la démission du Gouvernement, en vertu de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution. Celle-ci a été déposée MARDI 11 décembre. Ainsi, au-delà des mots, chacun sera placé devant ses responsabilités.

